

**Orientations et dynamiques du mouvement de paix**  
**Une protestation démocratique à la recherche d'un nouveau**  
**modèle de sécurité**

**A Democratic protest movement in search of a new model of**  
**security: Orientations and dynamics of the peace movement**

**Una protesta democrática a la búsqueda de un nuevo modelo**  
**de seguridad: orientaciones y dinámicas del movimiento por la**  
**paz**

Zsuzsa Hegedus

Number 12 (52), Fall 1984

Le mouvement pour le désarmement et la paix

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1034556ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1034556ar>

[See table of contents](#)

Article abstract

Today's antiwar movement is more than a new trendy issue. It forces public scrutiny and discussion of the issues involved in national security. A discussion of this nature is without precedent in many areas. The protest movement concerning defence policy and a new model of collective security raises the question of alternative solutions capable of providing effective collective security. This phenomenon reflects the development of new ethics of civil responsibility in both East and West as well as in the Third World.

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (print)

2369-6400 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Hegedus, Z. (1984). Orientations et dynamiques du mouvement de paix : une protestation démocratique à la recherche d'un nouveau modèle de sécurité. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (12), 11–26. <https://doi.org/10.7202/1034556ar>

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1984

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

# Orientations et dynamiques du mouvement de paix <sup>1</sup>

Une protestation démocratique à la recherche d'un nouveau modèle de sécurité

## Z. Hegedus

Personne n'aurait imaginé que les années 80 seraient marquées par un thème n'ayant aucun rapport avec l'inflation et le chômage, le bouleversement de l'économie mondiale et l'endettement sans précédent de nombreux pays et même de continents entiers ; encore moins qu'elles seraient lourdes d'une lutte qui surpasserait toutes celles de l'après-guerre et s'apparenterait aux « nouveaux » mouvements sociaux : à ceux-là mêmes dont la montée des années 70 semblait se renverser en un reflux rapide, sinon en une décomposition brutale au seuil de cette décennie.

Pourtant en rassemblant 300 000 personnes dans les rues de Bonn, après avoir déjà mobilisé la Hollande, la paix s'est révélée brusquement, le 10 octobre 1981, le thème le plus mobilisateur en Occident et l'est resté depuis.

### 1. « L'événement » : la naissance d'une lutte nouvelle

Le 10 octobre 1981, 300 000 personnes manifestent dans les rues de Bonn contre l'installation des *Pershing II* en RFA. En quelques semaines, Rome, Londres, Madrid, Copenhague, Milan et Amsterdam voient des centaines de milliers de manifestants protester contre le déploiement des nouvelles fusées de moyenne portée en Europe de l'Ouest. Et la liste n'est nullement exhaustive, ni close.

Apparue comme une véritable explosion, d'abord en Hollande, la protestation, provoquée, non pas par les fusées elles-mêmes <sup>2</sup>, mais par la déclaration du président Reagan, concernant la détermination de son administration de s'en servir pour engager et gagner une guerre nucléaire « limitée » — à

l'Europe — en cas de menace soviétique, envahit toute l'Europe de l'Ouest — excepté la France — comme une immense vague.

Elle est immédiatement qualifiée de « vague », l'une qui serait « pacifiste ». Il s'agirait d'un phénomène éphémère et d'une conduite de refus dont le sens serait réductible soit à l'opposition aux fusées, soit au refus des armes nucléaires et de la guerre. Le terme « pacifiste » renvoie à une hypothèse précise — et lourde de conséquences — concernant la nature même de la mobilisation : dictée par la peur en amont, et enfermée dans son opposition aux armes — censées défendre l'Occident face à l'URSS et nos libertés face au danger totalitaire — en aval, la protestation serait une réaction irrationnelle dans ses causes et irresponsable dans ses conséquences.

12

Selon cette hypothèse, la mobilisation contre les missiles est comparée tantôt au mouvement des années 50 contre la bombe, et récupérée par les partis communistes avec l'objectif positif de rééquilibrer le rapport de force nucléaire en faveur de l'URSS, tantôt au mouvement pacifiste d'avant-guerre, en partie responsable de l'esprit de Munich et de la démission collective des démocraties occidentales face à Hitler<sup>3</sup>.

La mobilisation actuelle serait portée sinon vers une complicité avec l'URSS, du moins, vers une démission collective devant le danger totalitaire, du fait même qu'elle serait une conduite de réponse, incapable de dépasser l'opposition aux fusées pour mettre en cause un pouvoir et questionner la finalité d'une politique au delà du refus des conséquences de celle-ci.

De plus, cette supposée volonté de démission est le plus souvent attribuée aux Allemands, aux Scandinaves, voire aux Européens de l'Ouest. Autrement dit, réduite à une action défensive, la protestation serait une réaction spécifique face à des situations elles-mêmes définies dans leur particularité géopolitique, culturelle, historique ou autre.

En dépit de son caractère ouest-européen, la mobilisation est d'emblée saisie — et jusqu'à nos jours — comme une réaction spécifique à la seule population alle-

mande face à la situation particulière de la RFA, à la division de l'Allemagne, à son passé, à sa culture<sup>4</sup>. Dans une moindre mesure, on parle d'une réaction propre aux pays nordiques, supposés tentés par le pacifisme du fait de leur religion et par le neutralisme du fait de leur histoire, de leurs traditions politiques et de leur situation géopolitique. Dans le meilleur des cas, il s'agirait d'une réaction ouest-européenne à la dépendance de l'Europe de l'Ouest, en matière de sécurité, à l'égard des États-Unis et à son impuissance dans le domaine de la défense, laquelle d'aucuns considèrent comme le signe le plus sûr de sa décadence<sup>5</sup>.

Chose plus étrange, ces explications sont maintenues malgré la thèse d'une réaction de la « périphérie » contre le « centre », seule capable de rendre compte de la dimension immédiatement ouest-européenne de la mobilisation qui se trouve affaiblie par les événements.

Ces deux hypothèses, celle d'une pure conduite de refus et celle d'une réaction spécifique, restent les plus répandues, sans parler de la France<sup>6</sup>, où l'on continue à parler de « vague pacifiste ».

En quelques mois, on doit se rendre à l'évidence : il ne s'agit nullement d'un phénomène spécifiquement ouest-européen — encore moins allemand ou protestant — comme il ne s'agit pas non plus d'une vague proprement dite. À l'opposé de tout mouvement pacifiste, antibombe ou antiguerre, la protestation actuelle n'est pas enfermée dans une conduite de réponse.

En Europe, la vague de protestation est suivie d'une effervescence protestataire sans précédent qui annonce et prépare déjà les manifestations nouvelles, encore plus massives dès printemps-été 1982. Davantage important, avant que de nouvelles manifestations remobilisent des centaines de milliers de personnes en Allemagne fédérale,

en Grande-Bretagne, en Italie, en Belgique, en Espagne, au Danemark, aux Pays-Bas et en Grèce, la « fièvre<sup>7</sup> » atteint les États-Unis. Partie de la « périphérie », la protestation gagne le « centre ».

Simultanément, avec le succès inattendu de la campagne contre les *Pershing II* et les missiles de croisière de ce côté-ci de l'Atlantique, de l'autre, la campagne pour le *freeze*, lancée un an plus tôt par divers groupes de scientifiques et de professionnels<sup>8</sup>, prend une ampleur nouvelle.

À la suite des manifestations à Seattle, Chicago et Vancouver, le 12 juin 1982, New York voit la plus grande manifestation de son histoire. Aussi les chefs d'État du monde entier, réunis ce jour-là à l'ONU pour la seconde conférence sur le désarmement, se voient pour la première fois dans l'histoire, dépossédés de leur monopole d'initiative dans le domaine de la sécurité par un million de personnes qui les interpellent directement, de la rue, en exigeant l'arrêt de la course aux armements et le gel des arsenaux nucléaires comme condition indispensable à toute politique de sécurité qui se veut responsable à l'égard du monde présent et des générations futures.

For our children, for your children,  
for their children, Stop the madness!  
Reverse the armsrace!

Cette exigence scandée par un million de manifestants, venus de tous les États-Unis, ne finira pas de retentir dans le monde occidental. Elle est la preuve qu'il ne s'agit pas d'une conduite de réponse, ni d'une de refus. Productrice d'une exigence autonome à l'égard des politiques de sécurité, la protestation s'affirme dans sa potentialité de mettre en cause une politique derrière les armes et de questionner la finalité d'une politique au delà du refus des conséquences de celle-ci.

En l'espace de quelques mois,

s'est construite une protestation de dimension transnationale, présente au Nord et au Sud, dans les pays protestants et dans les pays catholiques, dans les plus petits et dans le plus grand, dans ceux qui sont directement menacés par une guerre nucléaire « limitée », du fait de leur proximité avec ce qui en serait le « théâtre », comme dans ceux qui, par leur situation éloignée, sont — en principe — protégés contre une telle éventualité.

Tandis que de nouvelles manifestations mobilisent des milliers de personnes des deux côtés de l'Atlantique, le *freeze* comme le « Non aux Pershing » deviennent le point de référence obligatoire pour tout homme et tout parti politique, des deux côtés de l'Atlantique, à l'exception de la France. Qu'ils soient pour ou contre, ils se voient contraints de se définir par rapport à cette exigence à l'égard des politiques de sécurité, une exigence impulsée et imposée par une protestation strictement autonome, sous l'effet d'une opinion publique de plus en plus large et active, majoritairement hostile au déploiement des nouvelles fusées dans la plupart des pays européens et pour la moitié explicitement favorable au *freeze* aux États-Unis<sup>9</sup>.

Plus qu'un simple courant d'opinion, ces manifestations massives, organisées autour d'objectifs précis et limités, où l'on voit côte à côte féministes et archevêques, écologistes et syndicalistes, Prix Nobel et pasteurs, scientifiques et femmes au foyer, toutes les communautés religieuses et les « ex » de la contre-culture, les minorités actives héritières des « nouvelles » luttes d'hier et toutes les Églises, les « militants » rompus aux luttes sociales et politiques et une population *mainstream*, non politisée (conservateurs et radicaux), électeurs de gauche comme de droite, sont accompagnées par une éclosion de comités de citoyens, d'associations de ces groupes d'initia-

tives les plus divers qui prolifèrent, depuis 1981, des deux côtés de l'Atlantique.

Ces rassemblements massifs ne sont que la partie visible de l'iceberg, des moments forts où s'exprime en plein jour — dans les rues et dans les médias — une protestation dont le propre est d'être portée à la fois par une opinion publique de plus en plus large et active et par des centaines de milliers de *grass root groups*, coordonnés dans un immense système informel de réseaux multiples et multiformes, non hiérarchisés et diversifiés, « empruntés » aux mouvements féministes et écologistes-antinucléaires.

À travers ces groupes, se constitue — dans chaque pays et à travers le monde occidental — un nouveau tissu social et s'articule une nouvelle lutte. Un nouveau tissu dont l'épaisseur n'a pas de précédent : il couvre la population dans son ensemble et dans toute sa diversité, car ces *grass root groups* embrassent partout toute la population, au delà et à travers les différences de classe, d'âge, de sexe, de catégorie socio-professionnelle, d'appartenance politique ou religieuse.

Une lutte nouvelle qui implique cette même population dans une pratique, elle-même diversifiée dans son contenu mais identique — à travers les pays — dans son mode d'organisation et d'action, non hiérarchique et « basiste » dans sa structure, non violente et expressive dans ses moyens. Autrement dit, nous voyons la population impliquée, dans toute sa diversité, dans une pratique protestataire autonome, inventée et pratiquée par les « nouveaux » mouvements sociaux des années 70, dont elle a constitué la caractéristique commune et dont elle constituerait l'héritage principal. Un héritage, d'autant plus naturel, que les minorités actives<sup>10</sup>, issues de ces luttes ont eu, partout, un rôle capital dans cette protes-

tation. Le plus souvent, elles en ont été à l'origine, avec divers groupes chrétiens d'un côté et des groupes de scientifiques et de professionnels de l'autre<sup>11</sup>. Même quand ce ne fut pas exactement le cas, elles s'y investirent tout de suite très fortement en lui apportant à la fois leur infrastructure socio-organisationnelle, produite par l'ensemble des mouvements sociaux des années 70 et le « capital » d'expériences acquis par ces luttes, tant au niveau organisationnel qu'à celui de l'action et de la réflexion collective.

Depuis trois ans, nous voyons se constituer, des deux côtés de l'Atlantique, une lutte dont le propre est justement de combiner deux types d'action. L'un cherche à sensibiliser la population dans son ensemble et à la mobiliser au niveau de l'opinion par le biais des campagnes menées autour d'un seul objectif limité et aptes — de ce fait — à avoir un grand impact sur l'opinion publique : à obtenir l'adhésion du plus grand nombre d'un côté et de l'autre, une grande visibilité dans les rues et dans les médias grâce à des mobilisations massives et ponctuelles. L'autre cherche à impliquer une partie de la population ainsi sensibilisée dans une pratique « basiste » et antihiérarchique dans son mode d'organisation, non violente et expressive dans son mode d'action et aussi diversifiée dans son contenu que la population elle-même.

Tandis que les campagnes cherchent à obtenir une majorité dans l'opinion publique autour des objectifs limités, « simples » — tout au moins dans leur formulation — et ayant une grande visibilité et une grande force de mobilisation — comme le Non aux *Pershing II* et le *freeze* — les milliers de *grass root groups* impliquent — à travers leurs réseaux multiples — une partie de la population dans des actions les plus diverses. Celles-ci comprennent l'information locale, les « blo-

cadés », les pétitions aux élus et les référendums pour la dénucléarisation des « zones », qui vont d'une rue à une ville, d'un pâté de maisons à un pays, la désobéissance civile et des actions exemplaires de tout ordre.

À travers les campagnes, apparaît une action qui suit une logique essentiellement politique. Elle cherche à sensibiliser et à mobiliser l'opinion publique et à contraindre les partis politiques à prendre en charge un problème et à représenter une opinion publique majoritaire. Toutefois, l'action qui apparaît à travers l'ensemble des réseaux constitués d'une multitude de pratiques et de groupes suit une logique différente. Elle s'apparente aux mouvements féministes, écologistes, et antinucléaires ; elle n'est différente que dans son thème et dans sa problématique. Elle leur est similaire tant dans sa structure — hétérogène et non intégrée — que dans la diversité de sa *constituency*, dans son autonomie par rapport aux partis politiques, ainsi que dans son mode d'action et d'organisation, tout en les surpassant — et de loin — par ses dimensions et par son impact, par son ampleur à l'intérieur de chaque pays et par son étendue sur l'ensemble du monde occidental — la France mise à part —, par sa capacité de mobilisation sans précédent et par son influence exceptionnelle sur l'opinion publique, ainsi que — par le

biais de celle-ci — sur le système politique.

Cette ressemblance traduit-elle une véritable parenté ? Cette lutte est-elle travaillée par un mouvement, capable de poser un problème et de le prendre en charge comme l'enjeu de son action, en même temps que celui d'un conflit socialement défini ?

Question qui se veut suggérer une réponse affirmative et indique l'hypothèse centrale d'une recherche menée, depuis trois ans, par l'auteur, sur la nature, les significations, les orientations et les dynamiques du mouvement de paix.

Avant d'interroger la pratique de cette lutte sur la nature d'un mouvement social qui serait en elle, en gestation, sur le problème qui lui serait propre et sur sa capacité de le prendre en charge comme enjeu de son action, il faut savoir si l'on peut parler d'une lutte et si oui, de quelle lutte ?

Les campagnes menées sur des objectifs précis et limités au strict domaine des armes nucléaires, cette effervescence protestataire sans précédent et ses réseaux de pratiques à contenu divers, mais à structure identique, font-ils partie — du moins, partiellement — d'un même ensemble théoriquement définissable ? Sommes-nous en présence d'« événements » indépendants, simultanés et juxtaposés sous couvert d'une conjoncture qui leur assure un semblant d'unité ?

Ces deux types d'action peuvent-ils être analysés comme les différentes « faces » d'une seule lutte qui serait — comme toujours — un *melting pot* de significations et de niveaux d'action multiples, tantôt en tension, tantôt en contradiction ? Ceux qui ne réduisent pas d'emblée cette mobilisation au mélange d'événements distincts derrière une seule et même conjoncture cherchent une réponse à cette question au niveau du contenu. Ils la trouvent, soit dans un objectif minimal, accepté par cha-

cun, soit dans un refus, partagé par tous, dans la mesure où cette lutte — comme une action contestataire — est née d'un refus qui constitue son point de départ et lui assure sa force. Définie à partir du plus petit dénominateur commun et du plus bas niveau de projet, communs à ces types d'action, l'unité serait réduite, soit à celle d'une action à *single issue* contre les *Pershing* d'un côté, et pour le *freeze*, de l'autre, soit à celle d'une pure conduite de refus face aux fusées en particulier ou à la guerre nucléaire en général.

Aussi différents que soient les deux types d'action dans leur orientation et dans leur logique, ils constituent les deux faces d'une seule lutte. Quelles que puissent être la distance et la tension entre une action qui cherche à obtenir une majorité dans l'opinion publique autour des objectifs limités et une pratique contestataire qui vise une transformation sociale et qui est par définition minoritaire, toutes ces campagnes et toutes ces actions renvoient au même problème : celui de notre sécurité dans le monde contemporain. C'est cette référence directe ou indirecte, mais constante, au problème de la sécurité qui assure à cette lutte sa nouveauté et donne à ces deux faces son unité, tout en indiquant son enjeu propre et autonome.



## 2. L'émergence d'un nouveau problème social : la sécurité

Le problème qu'a fait apparaître cette protestation transnationale,

celui qui — sous son effet — préoccupe l'opinion publique et domine les débats politiques dans le monde occidental — à l'exception de la France — n'est pas exactement celui de la paix. On parle toujours de paix : on veut la « gagner » en RFA et on cherche ses « faiseurs » aux États-Unis<sup>12</sup>. Cependant, la question est celle de comment assurer la paix et, par delà, notre sécurité dans ce monde qui est celui du nucléaire et du totalitarisme, celui des deux blocs dont les rapports de force reposent sur des armes nucléaires.

Par sécurité, on entend les choses les plus diverses. Les uns parlent surtout de la sécurité de l'humanité face à sa propre autodestruction représentée par les arsenaux nucléaires qu'on ne mesure plus qu'en termes d'*overkill* ; les autres parlent surtout de la sécurité des démocraties occidentales exposées au danger que représente l'expansionnisme soviétique. Pour certains, le risque majeur est celui d'un éventuel holocauste nucléaire qui, même s'il ne détruisait pas immédiatement toute vie humaine, compromettrait la survie de l'espèce. Pour d'autres, le risque majeur est le danger d'une guerre nucléaire « limitée » où l'Europe serait le champ de bataille.

De là, d'aucuns s'inquiètent de savoir comment il est possible d'assurer notre protection, en Europe, à la fois contre cette éventualité et contre les chars russes. D'autres sont plus soucieux du problème du « couplage » entre l'Europe occidentale et les États-Unis. Ces derniers ne seraient-ils pas tentés soit d'utiliser l'Europe comme le théâtre d'une confrontation nucléaire limitée à l'URSS, soit de se désengager en cas de danger ? D'autres encore s'inquiètent parce que la stratégie de la réponse graduée conduit des militaires à considérer la guerre nucléaire, non plus comme un match nul, un « jeu » où il n'y a pas de gagnant, mais

comme un pari « raisonnable », gagnable.

Pour les Allemands, il s'agit de leur propre sécurité face à ces fusées à portée intermédiaire appelées SS-20 d'un côté et *Pershing II* de l'autre dont le propre est d'être d'un côté installées en territoire allemand, et de l'autre d'avoir pour cible le territoire allemand. Celui-ci vit, depuis la guerre, la division de l'Europe en deux blocs ; aujourd'hui il risque de mourir dans sa totalité à cause d'une confrontation nucléaire opposant ces deux blocs sur un même territoire.

Tandis que les uns trouvent des solutions dans la dénucléarisation de l'Europe centrale, d'autres les trouvent dans un rapport positif avec le Tiers-Monde. Exactement comme l'on entend parler de la nécessité de changer « l'image de l'adversaire » en même temps que celle du réarmement de la *Bunderswehr*... ou encore de la revendication de la double clé pour la RFA.

Partant d'un refus — celui d'une arme spécifique en RFA et celui de la course aux armements nucléaires aux États-Unis —, les uns arrivent à la critique de la doctrine de la réponse graduée et à la revendication d'une stratégie nucléaire différente. D'autres vont jusqu'à critiquer toute défense nucléaire, et ceci tantôt au nom d'une défense « classique », tantôt à celui d'une défense civile. D'autres, encore, mettent en cause le principe même des politiques reposant uniquement sur des rapports de force militaire. De là, ils revendiquent aussi bien une politique non interventionniste aux États-Unis, supposant des coupures dans son budget militaire, sans parler, bien sûr, de l'exigence morale d'un monde non violent, et la recherche de solutions permettant la réduction des tensions mondiales.

Cette énumération illustre l'extrême complexité de la question de la sécurité et la diversité, non moins extrême, du débat dont celle-ci est

désormais l'objet.

À travers cette protestation, ce problème est saisi sous son aspect moral, puis technique, de manière très limitée ou trop générale. Il est posé à travers des actions exemplaires, puis à travers des critiques militaires de la doctrine nucléaire en vigueur, sans parler de cette multitude de débats qui se déroulent depuis deux ans dans les rues, les médias, les Églises, les parlements, sur les lieux d'action et loin de là. Ces débats, qui réunissent ici amis et voisins — comme ce fut le cas après la projection de *The Day After* dans tous les États-Unis — et là, des masses immenses, traitent des questions économiques et militaires, politiques et éthiques, limitées et générales. Ils mettent en présence citoyens, chefs d'État, hommes politiques, hommes de science, habitants d'une ville, stratèges militaires, pasteurs, leaders politiques, etc.

Tout en lui donnant la diversité d'un kaléidoscope, tous ces débats, toutes ces campagnes et toutes ces actions renvoient au même problème et débouchent sur la même interrogation : que signifie la sécurité dans le monde contemporain et, surtout, comment l'assurer ?

La centralité du thème de la sécurité, la référence constante à cette problématique, sont de la plus haute importance. C'est par elles que la protestation actuelle se démarque radicalement de toute conduite de refus et de toute action pacifiste d'un côté et confirme son ouverture sur l'avenir, de l'autre. De sa capacité de dégager le problème de la sécurité derrière les *Pershing II* et la course aux armements, cette protestation s'affirme dans sa nouveauté et dans son originalité par rapport au passé, tout en s'affirmant dans sa volonté de prise sur l'avenir en cherchant à se saisir du problème. Cette référence constante à une problématique commune — au delà des frontières — assure à cette protestation,

16

dans le présent même, une unité virtuelle qui n'est pas celle du refus, commun à une « vague pacifiste », mais celle d'une protestation ayant pour enjeu potentiel la manière dont sera traité et géré le problème de la sécurité dans le monde contemporain.

Pour ce qui concerne le passé, en se référant au problème de la sécurité, cette protestation se distingue aussi bien des conduites pacifistes — dont le propre est le refus des armes ou de la guerre en général — que des mobilisations antérieures, menées depuis 30 ans, contre les armes atomiques. Aussi différentes fussent-elles les unes des autres, ces mobilisations avaient en commun leur opposition aux armes nucléaires et l'absence de tout lien entre cette opposition et le problème de la sécurité saisie sous son double aspect inéluctable dans l'ère du nucléaire et du totalitarisme. Dans les années 50, le Mouvement pour la paix était mené contre la Bombe A, essentiellement par des partis communistes au service de l'URSS. La dernière mobilisation avait au contraire, pour objet, la bombe à neutrons et, pour acteur, des groupes de femmes, des groupes religieux, des non violents et des groupes d'opposition « extra-parlementaire »... sans aucun rapport avec l'URSS.

Si ces deux exemples montrent bien les différences capitales au niveau des objectifs et des acteurs,

ils indiquent aussi les points communs : associés à des préoccupations et à des objectifs les plus divers — dans le premier cas, proprement politiques, dans le second, essentiellement moraux — l'opposition aux armes atomiques n'a jamais été liée au problème de la sécurité propre à un monde qui est celui du nucléaire et du totalitarisme où la sécurité suppose la capacité de gérer, de traiter et de manier les deux problèmes simultanément, sans subordonner un des deux aspects à l'autre. Or, la protestation actuelle formule exactement cette exigence à l'égard des politiques de sécurité quand elle refuse la course aux armements nucléaires comme moyen d'assurer la défense de l'Occident contre le danger soviétique. De par cette exigence, elle se démarque du passé et affirme, sinon une capacité, tout au moins une volonté de prendre en charge le problème de la sécurité et, par delà, la responsabilité pour l'avenir. Cette volonté ne suffit pas en soi pour définir, de manière positive, des potentialités de transformation et des orientations spécifiques de cette protestation dans le domaine de la sécurité. Il ne s'agit là que d'une intention de prise sur l'avenir.

Cette intention est suffisante en elle-même, non seulement pour démarquer cette protestation du passé en faisant apparaître son présent dans son ouverture sur l'avenir, mais surtout pour saisir cette protestation elle-même dans ses deux versants et sans sa double orientation : qu'elle se révèle forte ou faible, cette association du Non et l'exigence à l'égard des politiques de sécurité, prouvent en soi, que, tout en étant dominant au moment de la naissance de cette protestation, le versant de refus était surchargé, dès le début, d'une intention à l'égard de l'avenir ; ainsi que l'orientation essentiellement oppositionnelle de cette protestation était liée — ne fut-ce que faiblement — à

une orientation contre-offensive : à une volonté de prise sur l'avenir.

Cette référence au problème de la sécurité démontre que, née du refus, cette protestation n'a jamais été pour autant — et à aucun moment — enfermée dans une conduite de refus, comme elle n'a jamais été réductible à des actions à *single issue* qui auraient été portées par la peur et investies par un courant d'opinion vaguement pacifiste.

Cette protestation est née du refus et fut d'abord dominée par des campagnes menées sur des objectifs limités et essentiellement négatifs. Cependant, ces campagnes, apparemment réductibles à des mobilisations portées par le refus et par la volonté de dire non, même si elles l'étaient — tout au moins en RFA — de par leurs objectifs précis, ne l'étaient nullement dans leurs effets et surtout pas dans leurs dynamiques. C'est par ces campagnes que la question de la sécurité fut reconnue comme étant un problème et c'est par elles que ce problème fut posé sur la « place publique » — dans les rues et les médias — et, enfin, c'est sous l'effet de ces campagnes que ce problème est devenu l'objet du débat public. Trois résultats qui prouvent à eux seuls, qu'en dépit de leurs objectifs limités et essentiellement négatifs dans le domaine propre de la sécurité, ces campagnes ont produit une ouverture majeure dans l'espace large du procès démocratique. Au delà d'une conduite de refus, ces actions se sont révélées porteuses d'une protestation démocratique.

Mais, au delà de cette ouverture démocratique, celle d'un espace public autour d'un problème jusqu'alors extérieur au procès démocratique et à toute maîtrise collective, ces campagnes ont également ouvert le champ à un nouveau mouvement. Celui-ci ne se limite pas à ouvrir un nouvel espace, mais cherche à transformer le domaine

clos et unidimensionnel de la sécurité en champ d'action conflictuelle.

C'est dans ce nouvel espace public que se manifeste une lutte nouvelle dont la similarité avec des « nouveaux » mouvements sociaux a traduit une parenté plus profonde, celle d'une démarche qui se solde en des transformations analogues à celles produites par le mouvement féministe et par le mouvement écologiste-antinucléaire. Depuis trois ans, nous voyons au travail un nouveau mouvement. Plus exactement, nous voyons cette protestation, née du refus des fusées et portée par la peur d'une guerre nucléaire, travaillée par un mouvement qui cherche à investir la force du refus dans une volonté d'ouverture, de maîtrise et de transformations politico-sociales en se saisissant, au delà du thème de la paix, d'un problème dont le propre est de mettre en cause un des enjeux fondamentaux de notre type de société, tout en étant au dehors du procès démocratique, du débat et des conflits sociaux, échappant à toute maîtrise collective. Surtout, nous voyons des résultats de ce travail, propre à une lutte qui se définit justement comme un *learning process*<sup>13</sup> : dans et par sa capacité d'autotransformation.

Par le travail de ce mouvement, qu'il faut bien qualifier de transnational, du fait non seulement de sa dimension et de sa similitude dans les divers pays, mais, surtout, de sa problématique et de l'enjeu de son action, nous voyons s'ouvrir un nouveau débat et un nouvel espace public, mais, aussi, émerger un nouveau conflit et se former un nouveau champ d'action ; enfin, la peur et le désir de la paix se voit transformés en une recherche de la maîtrise collective des choix concernant la sécurité dans le monde d'aujourd'hui. Ce travail, cette ouverture et cette autotransformation, suivent deux directions différentes qui correspondent aux deux orientations principales de cette lutte, se

traduisent en deux types d'action et se soldent par deux transformations majeures, tant au niveau de l'espace politico-social qu'à celui de cette protestation même.



### 3. L'ouverture démocratique

#### 3.1 Un nouvel espace public

S'il est difficile d'ignorer l'ampleur et la profondeur de cette protestation, il est impossible de ne pas voir que son effet n'est pas une modification quelconque à l'intérieur du domaine de la sécurité militarostratégique — par laquelle on entend, en France encore, les seuls rapports de forces militaires entre Est et Ouest — mais l'ouverture d'un immense débat sur la question de notre sécurité tout court.

Ce débat se déroule dans les rues, les médias ainsi qu'au sein des parlements des pays occidentaux, la France mise à part. Il a désormais pour acteurs, citoyens et chefs d'État, stratèges militaires et évêques catholiques, scientifiques et politiques et autres. Il a donc d'ores et déjà pour résultat l'ouverture d'un nouvel « espace public » qui étend le champ du conflit et le procès démocratique sur le domaine étatico-militaire de la sécurité.

Après deux ans de « vague pacifiste », il est peut-être temps de se rendre à l'évidence : sous l'effet de cette protestation, l'Occident n'a rien perdu de sa capacité de défense face à l'Est. En revanche, les militaires et les politiques ont

perdu — à l'Ouest — le plein pouvoir sur les choix et les décisions concernant notre sécurité. Car, sous l'effet de cette protestation, la sécurité a cessé d'être le monopole des États et des états-majors, pour devenir une affaire qui est aujourd'hui débattue en public et prise en charge par le « public ». Elle n'est plus masquée derrière le secret, ni protégée par l'opacité du discours des experts ; elle est sur la place publique où elle est l'objet d'un débat. Celui-ci n'oppose plus seulement experts militaires et politiques de différents bords, il a désormais pour protagonistes, décideurs et responsables de la politique de sécurité d'un côté, et de l'autre, tous ceux qui ne se contentent plus d'exprimer leurs opinions, mais forment désormais leurs exigences à l'égard des politiques de sécurité, en interpellant directement — par des manifestations et des actions de tout ordre — les gouvernements et l'opinion publique, les chefs d'États et chaque individu. C'est là la vertu incontestable de cette protestation : la chose militaire est devenue publique et la société civile s'est emparée de l'initiative dans le domaine militaro-étatique de la sécurité.

Le 12 juin 1982, New York est devenu le symbole de cette nouvelle donnée : la question de la guerre et de la paix n'est plus l'affaire des États et des gouvernements. Inutile de souligner l'importance de ce résultat, du point de vue de notre sécurité, certes, mais, d'abord, de celui de la démocratie. Ce qui signifie, ici, la capacité de notre société de débattre ouvertement de ses enjeux vitaux et des choix qui engagent son avenir. D'où l'importance du *freeze* aux États-Unis et des « non aux *Pershing II* » en Europe de l'Ouest. Ces deux revendications sont devenues le point de référence obligatoire pour tout homme et tout parti politique des deux côtés de l'Atlantique.

Du fait de sa très grande ouver-

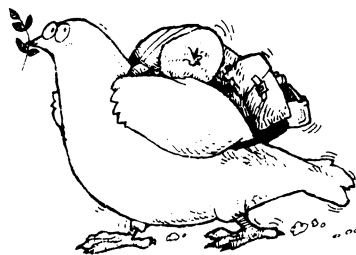


18

ture et de sa sensibilité exceptionnelle à l'égard de l'opinion publique, la réaction du système politique américain est particulièrement rapide. Dès 1982, la motion Kennedy-Hatfield reprend à son propre compte le *freeze* et est immédiatement assimilée par un nombre considérable de représentants, surtout démocrates, mais aussi républicains. De son côté, le président Reagan n'obtient du Congrès un vote favorable pour la production de nouvelles armes<sup>14</sup>, à l'automne 1983, que « grâce » à l'incident du Boeing 707 du Korean Airlines<sup>15</sup>, intervenu au même moment. Aussi bien les candidats en course pour l'investiture démocrate que le candidat Reagan se voient obligés de se définir par rapport au *freeze* et de donner une place importante à la question : comment arrêter la course aux armements nucléaires, comment parvenir à une *arms control* ?

Du fait de la structure plus traditionnelle et de la lourdeur organisationnelle des partis politiques, le temps de réaction est plus long en Europe. En revanche, l'importance des modifications compense largement cette lenteur. Le Parlement danois retire son consentement au déploiement des fusées sur le territoire du Danemark et la coalition libérale-chrétienne-démocrate, arrivée entre-temps au pouvoir, reste minoritaire et se voit contrainte d'appliquer une politique

étrangère dictée par l'opinion publique, par le biais d'une opposition qui garde, sur ce seul point, la majorité au Parlement. Le gouvernement des Pays-Bas prend la même position, et son ministre des Affaires étrangères s'oppose officiellement, lors de la réunion de l'OTAN, au déploiement des fusées sur le territoire européen. Sans prendre une telle position officiellement, le ministre italien entreprend une démarche auprès des chefs d'États européens — et en particulier auprès du président français — en faveur d'une prise de position collective... contre l'installation des nouvelles fusées en territoire européen. Mais l'événement majeur est évidemment le congrès extraordinaire du Parti social démocrate allemand (SPD) en octobre 1983. Initiateur de la double décision de l'OTAN en la personne du chancelier Schmidt, le SPD revient sur sa position et se prononce, avec une écrasante majorité, contre le déploiement des *Pershing II* sur le territoire de la RFA et condamne l'accélération de la course aux armements nucléaires et, surtout, une politique qui augmente dangereusement la tension Est/Ouest.



Entre-temps, le SPD perd le pouvoir, et Helmut Schmidt, le « leadership » à l'intérieur de son parti. Ceci n'enlève rien à l'importance de l'événement. Cette fois-ci, c'est le plus grand parti politique d'un grand pays qui se voit contraint de modifier radicalement sa position dans un domaine considéré comme relevant de l'autorité exclusive de

l'État sous la pression, non seulement de l'opinion publique, mais d'une protestation massive et strictement autonome, capable d'imposer sa volonté de l'extérieur : de contraindre le système politique de la représenter.

### 3.2 L'ouverture du débat sur les politiques : la nouvelle figure du débat politique

Née du choc de la déclaration du président Reagan, qui n'a fait que reconnaître publiquement le changement d'orientation de la politique militaire nucléaire américaine, la mobilisation, issue de cette rupture de « contrat » sur la non-utilisation des armes nucléaires, a réussi à faire infléchir les orientations de la politique de sécurité.

En créant des limites proprement sociales à la réalisation de cette politique, elle a acquis, en l'espace d'un mois, ce que d'autres luttes n'ont jamais acquis : la prise directe des gens sur les orientations de la politique de sécurité dont résultent non seulement les armes nucléaires et les stratégies, mais aussi le modèle des rapports entre les différentes parties de la planète. Elle s'est emparée en l'espace de quelques mois de la capacité d'initiative dans le domaine de la santé : la prise directe des gens mobilisés pour cette fin par une action qui ne cherche ni relais, ni intermédiaire, qui ne cherche aucune homogénéité organisationnelle ou idéologique, qui est menée au nom d'une aspiration générale d'ordre plus moral que politique ou économique. Pour la première fois dans l'histoire, les orientations de la politique de sécurité et les choix sont devenus l'objet du débat, du fait de la capacité de cette lutte de dire « Non » à une politique de sécurité dans les rues de Bonn, de Rome, de Londres, d'Amsterdam et de New York, en formulant une exigence : celle d'un autre modèle et d'une autre politique donnant la priorité à la

sécurité de la planète face à tous les intérêts particuliers propres à une nation, à une région ou à un bloc.

Cette lutte a aujourd'hui pour terrain les rues et les médias. Elle interpelle directement, par une action expressive qui ne cherche pas à être instrumentale, à la fois tous ceux qui sont concernés par l'enjeu — nous tous — les partis politiques et les gouvernements qui se veulent être représentatifs et qui sont obligés de l'être à moins de ne pas être sanctionnés à la première échéance venue — et des décideurs politiques et militaires eux-mêmes, obligés de s'affirmer tels quels, comme responsables d'une politique de sécurité contestée à travers le monde occidental.

Sous l'effet de cette mobilisation transnationale, non seulement le débat est ouvert sur les choix des politiques de sécurité mais des populations se sont emparées de la prise directe sur les choix qu'orientent ces politiques. Autrement dit, à travers cette mobilisation, nous voyons, d'ores et déjà, ce que peut être la démocratie dans une société qui produit son avenir, ses pratiques, ses modèles d'action et qui ne pourra devenir démocratique qu'à condition de pouvoir débattre ouvertement des choix de cette production elle-même, ceux qui engagent son avenir... pour le meilleur et pour le pire.

Nous voyons aussi la figure de cette démocratie qui n'a pas d'autre forme qu'une mobilisation massive par laquelle des gens arrachent ce qui ne se donne ni ne se mérite : la capacité d'agir sur des choix de leur avenir. Quel que soit le jugement que l'on porte sur cette lutte, tel est exactement son résultat. Reste à savoir quelle est la capacité de prendre en charge, après l'avoir posé, le problème de la sécurité.

#### **4. L'ouverture d'un nouveau champ d'action : la sécurité**

Que notre sécurité soit aujourd'hui l'enjeu majeur, nul n'en doute, d'ailleurs, justement du fait de cette protestation. Mais y a-t-il des choix ? Au delà du refus des *Pershing II* et de la course aux armements nucléaires, cette protestation s'est affirmée dans son caractère démocratique. Mais en étendant ainsi l'espace du débat démocratique à l'intérieur — dans le monde occidental — cette protestation n'a-t-elle pas augmenté le risque de la disparition — ou du rétrécissement — de cet espace, lui-même menacé de l'extérieur ? La question est de taille. Ce qui est en cause, c'est à la fois notre capacité collective d'être responsable à l'égard de l'avenir — à protéger aussi face au danger nucléaire — et la responsabilité de cette protestation à l'égard de nos libertés, à protéger face au danger totalitaire. Après avoir ouvert le débat sur le problème de la sécurité, cette protestation est-elle oui ou non capable d'ouvrir le champ des choix dans l'espace clos et unidimensionnel de la sécurité ?

Une première réponse affirmative se trouve dans la controverse, ouverte à l'intérieur même de cet espace, dans le monde des stratèges et des experts militaires.

##### **4.1 Le débat stratégique : de la critique des moyens à la mise en cause d'une rationalité**

L'effet le plus visible des campagnes contre les *Pershing II* et pour le *freeze* se trouve dans l'ouverture d'une controverse publique à l'intérieur même du monde des experts et des *establishments* militaires sur les moyens dont s'est dotée cette politique de sécurité, celle-là même qui est contestée par l'opinion publique dans ses conséquences. Ces campagnes menées

sur des objectifs limités et portées par un refus, sinon « irrationnel », du moins émotif, dans la mesure où il est né d'une peur et d'une révolte morale à très forte charge religieuse, ont eu pour effet immédiat de rendre publique une controverse stratégique hautement technique et rationnelle.

La politique de sécurité se trouve au centre d'un débat d'experts et est mise en cause aussi bien dans sa dimension militaire et technique que dans sa dimension stratégique et politique. Ces critiques, qui s'exercent du point de vue de la logique propre à la stratégie militaire en vigueur, se situent sur un vaste éventail diversifié. Elles vont de la mise en cause de l'efficacité d'armes spécifiques et de la doctrine même de la réponse flexible, à la mise en cause de la rationalité de la stratégie militaire. Ainsi, les *Pershing II* — et les *MX* — se voient mis en cause pour leur caractère offensif, incompatible avec leur mission défensive. La réponse flexible est l'objet de nombreuses critiques militaires qui démontrent qu'elle est inopérationnelle et incontrôlable dans ses conséquences. Enfin, la stratégie essentiellement — sinon exclusivement — nucléaire est mise en cause par son inefficacité et par son caractère hautement dangereux parce qu'inmaîtrisable.

À partir de problèmes spécifiques ou généraux, techniques ou stratégiques, ces critiques « tous azimuts » débouchent dans leur ensemble sur la mise en cause de la rationalité militaire d'une politique qui donne la priorité absolue aux armes nucléaires et conduit à une course accélérée aux nouveaux armements, dont le prix — le budget militaire des États-Unis — est également démontré comme étant trop élevé et injustifié en vue des résultats.

À la lumière de ces critiques, d'une très haute technicité et émanant le plus souvent de l'*establish-*

ment militaire américain et européen, la politique de sécurité apparaît inefficace pour assurer la défense du monde occidental et hautement dangereuse par son caractère incontrôlable. Une défense proprement nucléaire n'assure nullement la protection de l'Europe contre la plus grande armée « classique » du monde. En revanche, par leur banalisation et le caractère incontrôlable de leur utilisation, ces armes, et la doctrine qu'elles mettent en forme, représentent un risque majeur, non seulement pour l'Europe mais aussi pour les États-Unis. Cette controverse débouche évidemment sur des options alternatives.

#### 4.2 On peut faire autrement, il faut faire autrement

Les options vont du *No first use*<sup>16</sup> au *lesser retaliation*, et préconisent toutes la diminution du rôle des armes nucléaires dans une politique de sécurité qui, pour être efficace et responsable, doit réduire la part du nucléaire à son seul rôle de dissuasion stratégique minimale et renforcer sa capacité de défense classique, voire même civile. La politique de sécurité, mise en cause dans ses conséquences par cette protestation, l'est aussi dans sa rationalité propre. Elle n'améliore nullement la position de force du bloc occidental — et celle des États-Unis avant tout — et augmente, en revanche, les tensions et les sour-

ces de conflits qui risquent de se détériorer en confrontation et leur incontrôlabilité.

Les alternatives préconisent donc toutes, d'une part, la diminution du rôle du nucléaire à la dissuasion minimale et strictement stratégique, et proposent, comme moyens pour y parvenir, des négociations avec l'URSS et des gestes unilatéraux qui, sans compromettre la capacité de défense, permettent de réduire les risques consécutifs aux armes nucléaires non stratégiques et offensives, apparues comme irrationnelles dans une logique de dissuasion. De même — et dans le même débat stratégique — apparaissent des contrepropositions concernant la dénucléarisation des zones, telles l'Europe centrale, l'Europe du Nord...<sup>17</sup>.

Impulsée d'abord de l'Allemagne, la controverse stratégique a son centre aux États-Unis, où elle est menée en termes intérieurs, tandis qu'en RFA, toutes les critiques sont surchargées du problème de la dépendance. Toutefois, dans son ensemble cette controverse débouche sur la mise en cause de la rationalité intérieure de cette politique de sécurité dont les conséquences étaient refusées par une protestation, née incontestablement de la peur et d'un refus d'ordre moral. Les conséquences en sont de la plus haute importance. D'abord, ainsi critiquée dans ses détails et dans sa globalité, la chose militaire perd son caractère sacré — et secret — et la politique de sécurité perd son caractère fatal. Mais, et surtout, critiquée dans ses moyens et mise en cause dans sa rationalité, cette politique apparaît désormais comme le résultat d'options discutables et nullement comme une réponse inéluctable, dictée par le fait du nucléaire et la réalité du totalitarisme, c'est-à-dire par l'URSS. Pour ce qui concerne notre défense face à l'URSS, on peut faire autrement, et pour ce qui concerne notre capacité de maîtriser notre

propre politique ainsi que ses outils, il faut faire autrement. La légitimité de cette politique en tant qu'unique solution face à un empire totalitaire, détenteur du nucléaire, se trouve ainsi mise en cause. Derrière la course aux armements nucléaires, apparaissent des choix dont elle est la conséquence.

#### 4.3 L'ouverture du champ des choix : quels moyens pour quelles fins ?

Ouverte publiquement sous l'effet des campagnes contre les *Pershing II* et pour le *freeze*, la controverse stratégique a pour résultat l'ouverture de l'espace jusqualors clos et unidimensionnel de « la » sécurité. Le non aux conséquences d'une politique de sécurité et l'exigence de faire autrement, cette contrainte proprement sociale, a conduit, non pas à la diminution de notre capacité de défense, mais, au contraire, à l'ouverture du champ des choix à l'intérieur même du domaine de la sécurité.

Cette controverse, partant de la critique des moyens, démontre non seulement que l'on peut faire autrement, mais, surtout, qu'il faut faire autrement ; le champ de la sécurité apparaît comme un espace ouvert dont l'organisation et la mise en forme sociales sont définies par des choix, des orientations particulières, différentes les unes des autres. En mettant en cause la rationalité d'une politique de sécurité spécifique, cette controverse fait apparaître celle-ci comme une possible réponse — qui n'en n'est pas une — à un problème que l'on peut saisir et traiter de diverses manières, dont aucune n'est plus rationnelle que l'autre, mais renvoie à des fins, à des choix particuliers.

À travers et au delà d'une controverse intérieure au domaine stratégique, se dessine l'enjeu d'un tout autre débat qui ne porterait plus sur des moyens, mais sur des fins. Il n'aurait plus pour objet des solu-

tions, mais des choix que ces solutions traduisent en pratiques, c'est-à-dire en politiques de sécurité. Ce débat ne pourrait donc rester confiné à l'intérieur du domaine stratégique où s'élaborent des doctrines et se définissent des moyens. Il devrait être mené au niveau où se choisissent des fins et se décident des orientations que l'on traduirait ensuite en politiques de sécurité et en stratégies militaires.

Après avoir ouvert un débat public sur la question de la sécurité et une controverse dans le domaine de la sécurité, cette protestation est-elle capable d'ouvrir et de prendre en charge ce débat qui ne serait plus stratégique, mais politique, social et éthique ?

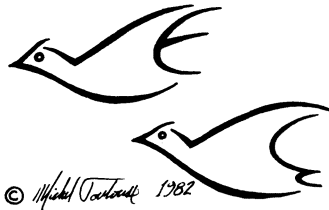
C'est là la véritable question qui se pose aujourd'hui au sujet de cette protestation, et le défi que celle-ci doit désormais relever. En posant le problème de la sécurité, elle a enlevé le monopole des États et des états-majors sur la question de la sécurité. En contestant l'actuelle politique de sécurité dans ses conséquences, cette protestation a ouvert le champ clos et unidimensionnel de la sécurité. Peut-elle aussi articuler l'espace ainsi ouvert, et prendre en charge le problème de notre sécurité dans le monde contemporain de manière différente de celle qui conduit à la course aux armements nucléaires ? Peut-elle se saisir de la sécurité en tant qu'enjeu des orientations particulières et conflictuelles et définir des orientations autonomes à l'égard de cet enjeu ?

## 5. Vers un mouvement transnational de l'émancipation civile

Si l'effet le plus visible des campagnes menées contre les *Pershing* et pour le *freeze* est d'un côté l'ouverture d'un nouvel espace public autour du problème de la sécurité et, de l'autre, l'ouverture d'une controverse dans le domaine de la

sécurité, la pratique de cette protestation est aujourd'hui dominée par deux débats qui prennent en charge, chacun de manière différente, la même question : comment faire autrement ?

D'un côté, le non aux *Pershings* et à la course aux armements nucléaires conduit à la mise en cause de la rationalité d'une politique de sécurité qui donne la priorité absolue aux rapports de forces nucléaires entre les deux superpuissances. De l'autre, le refus moral — à très forte charge religieuse — des armes qui mettent en cause la survie de l'humanité, conduit à la mise en cause de la légitimité du principe d'une « sécurité » qui signifie la protection des uns au prix du risque de la disparition de tous ; ce qui est inacceptable parce qu'irresponsable à l'égard de l'humanité et de l'avenir.



La première orientation débouche sur la recherche de politiques différentes, capables d'assurer notre double sécurité dans le monde contemporain tout en réduisant les risques que fait peser sur l'avenir la politique militaire des superpuissances. Ce premier débat porte sur des moyens. Cependant, en dépassant l'opposition aux armes par la mise en cause d'une politique de sécurité spécifique, ce débat dégage, de derrière la politique, le pouvoir qui en définit les orientations et qui s'en sert pour ses propres fins. À travers ce débat politique, se dessine un conflit

potentiel. La seconde orientation débouche sur la recherche d'un nouveau principe qui permet de penser, de manière responsable et moralement acceptable, notre sécurité dans le monde. Ce second débat est éthique : il porte sur des fins, à partir desquelles pourrait être élaboré un nouveau modèle de sécurité, dans un monde où la sécurité signifierait la sécurité de tous.

Cependant, en dépassant le refus moral par la mise en cause d'une valeur au nom d'une nouvelle valeur — le principe de la violence au nom du principe de la non-violence — ce débat fait apparaître derrière des politiques une fin et une démarche particulière et cherche à définir la démarche appropriée à partir de cette nouvelle valeur. La non-violence doit se traduire en une nouvelle pratique qui, tant au niveau individuel que collectif, voire planétaire, doit permettre de traiter les conflits d'une manière nouvelle. À travers le débat éthique, se dessine l'opposition entre deux principes, deux fins et deux valeurs, mais, aussi, le conflit entre deux démarches, deux manières opposées de saisir et de traiter le problème de la sécurité : se dégage ainsi l'image d'un enjeu virtuel.

### 5.1 Le débat sur les politiques de sécurité : de la mise en cause d'un moyen à la mise en cause d'un pouvoir

Le ton — plus dramatique d'un côté, plus pragmatique de l'autre — et le contenu du débat sur les politiques de sécurité sont différents en RFA et aux États-Unis. Mené en termes intérieurs aux États-Unis, le débat est, en Allemagne, inéluctablement dominé par le problème de la dépendance, le territoire étant le théâtre virtuel d'une bataille nucléaire, selon une politique de sécurité, élaborée et décidée par les superpuissances, désormais prêtes à y livrer et à gagner une confrontation

22

nucléaire<sup>18</sup>. D'où, d'une part, l'ambiguïté des termes utilisés en RFA et, d'autre part, les limites indépassables de la recherche de solutions alternatives. Cependant, si l'opposition à la politique de sécurité décidée aux États-Unis conduit souvent à un ton anti-américain, la logique de cette protestation n'est pas anti-américaine. Le problème de la dépendance d'un territoire — traversé par la frontière en deux blocs — est formulé en termes « nationaux », mais le débat ne porte pas sur la recherche de solutions nationales.

L'arbre ne doit pas cacher la forêt et, surtout, pas les mots, la signification : derrière un ton, un climat et un sentiment, tantôt anti-américain tantôt « national » — qu'il faudrait plutôt appeler patriotique — se dégage la ligne d'un conflit qui n'oppose pas les seuls États-Unis à la seule RFA, mais tout un espace, dépendant pour sa propre survie d'une politique de sécurité, au pouvoir qui en définit les orientations à ses propres fins. Cet espace dépasse largement la seule Allemagne, car ce pouvoir comprend les deux superpuissances.

D'une part, derrière la politique qui, en donnant la priorité absolue aux rapports de forces militaro-nucléaires entre les deux superpuissances, met en cause la survie de l'Allemagne, apparaît le pouvoir de deux superpuissances dont la politique de sécurité a pour but le main-

tien et le renforcement de leur hégémonie dans le monde et sur le monde. D'autre part, derrière l'Allemagne, apparaît tout un espace dont le destin dépend de cette politique — et par delà les deux superpuissances, un espace dont « l'identité » serait négative, et ne pourrait être appréhendé en termes nationaux, politiques, ou culturels.

Autrement dit, le débat sur la dépendance de la RFA fait apparaître des rapports de pouvoir entre un espace défini par sa dépendance et deux superpuissances, gérant au nom d'une politique de sécurité, la confrontation de leurs deux empires et y subordonnant le destin de la planète. Derrière une situation spécifique à l'Allemagne, se dégageraient ainsi des rapports de dépendance qui traverseraient, non seulement les frontières politiques, mais aussi celles des deux blocs. Ils confronteraient les deux superpuissances à un espace — transnational et trans-bloc — qui serait soumis à leur hégémonie militaire. Défini par sa seule dépendance, cet espace ne pourrait acquérir une identité et une capacité d'émancipation que sur la base d'une solidarité nouvelle qui dépasserait aussi bien les frontières politiques et les différences nationales et culturelles que la division de la planète en trois mondes.

Mais cette ouverture virtuelle vers un nouveau champ conflictuel — transnational et planétaire —, cet appel à une nouvelle solidarité nécessaire et indispensable ne peuvent évidemment pas se traduire en orientations pratiques à l'intérieur du débat politique en RFA. En renvoyant à l'orientation du débat éthique, ils indiquent les limites du débat politique allemand et l'ambiguïté inéluctable de la recherche de solutions alternatives concrètes, de mesures politiques immédiatement réalisables. Cette dépendance ne peut être dépassée à partir de la seule RFA. Toute tentative autonome suppose,

soit une volonté et une capacité d'actions identiques dans l'espace dépendant de l'empire soviétique, ce qui est impossible du fait de la nature totalitaire de celui-ci, soit une volonté et une capacité d'actions au centre même où s'élaborent et se décident les orientations d'une politique de sécurité dont la RFA est dépendante. D'où l'importance capitale du débat sur la politique de sécurité aux États-Unis, là où peuvent être contestés ces choix et ces finalités dont dépend l'avenir de tout un espace — RFA comprise. D'où également les limites indépassables du débat politique en RFA et l'ambiguïté du contenu des propositions alternatives qu'il produit. Dominées par la hantise — parfaitement légitime — de la dépendance de la RFA en matière de sécurité, ces alternatives cherchent à augmenter l'autonomie d'espaces divers, définis tantôt en termes politiques — la RFA — tantôt en termes nationaux — l'Allemagne — tantôt en termes régionaux, comme l'Europe centrale. Mais, à elles seules, ces propositions — le renforcement de l'*ostpolitik*, la dénucléarisation de l'Europe centrale, ou encore des gestes unilatéraux — ne peuvent pas atteindre leur but : l'émancipation relative de ces espaces.

Au lieu de conduire vers le dépassement du système des deux blocs et de la dépendance de chacun envers l'une ou l'autre des superpuissances, ces propositions ne peuvent qu'augmenter l'autonomie relative de la seule RFA, dont le prix serait un repli sur elle-même, voire une certaine finlandisation, issues dangereuses et politiquement impensables. Toutefois, si une telle tendance — plus vers le repli sur soi que vers la finlandisation — s'exprime dans ce débat, d'une part, elle n'existe que très faiblement, d'autre part, elle ne résulte pas d'une volonté de démission face à l'URSS, mais s'explique par une situation de dépendance dont

la RFA est la victime involontaire. La recherche plus symbolique que réelle de solutions spécifiquement allemandes exprime une volonté d'émancipation qui se sait doublement limitée dans son espace politique : d'un côté, par le caractère totalitaire du bloc soviétique et, de l'autre, par sa distance au centre, là où s'élaborent, se décident et se choisissent les orientations de cette politique de sécurité dont dépend l'avenir du pays.

### 5.2 De la mise en cause d'une orientation à un conflit

Mené en termes intérieurs, le débat américain conduit directement de la mise en cause des conséquences de la politique des États-Unis à celle de son orientation particulière. Ce débat s'inscrit très directement dans l'espace ouvert par la controverse stratégique et élargit le champ des critiques aux domaines tant de la politique étrangère que domestique. La mise en cause de la rationalité stratégique de la politique américaine débouche ainsi sur celle de sa rationalité politique, économique et sociale. À travers le débat allemand, s'est dégagée l'opposition entre la finalité particulière de cette politique de sécurité — le renforcement de l'hégémonie militaire des superpuissances — et des intérêts vitaux de tout un espace transnational qui en est dépendant. Ici se dégage ainsi l'opposition entre cette même finalité, essentiellement militaire, et la sécurité de la population américaine, mais aussi des intérêts économiques et sociaux du pays. À travers ce débat, cette politique de sécurité américaine est mise en cause — dans ses conséquences extérieures et intérieures — du point de vue américain, et se dessine une orientation différente dans la politique de sécurité américaine.

D'un côté, vers l'extérieur, la politique de sécurité est d'abord contestée pour son caractère dan-

gereux, comme contribuant à aggraver les conflits et les tensions militaires dans le monde. Du fait de leur caractère potentiellement incontrôlable, à l'âge des armes nucléaires « banalisées », ces conflits sont susceptibles de dégénérer en confrontations nucléaires généralisées. De plus, cette politique étrangère, essentiellement militaire, est mise en cause pour son inefficacité à assurer la position des États-Unis dans le monde et à maintenir son image positive. Enfin ces critiques débouchent sur la mise en cause de la finalité même d'une politique de sécurité commune aux deux superpuissances, puisque son résultat est la multiplication des tensions et des conflits militaires dans le Tiers-Monde. Celui-ci apparaît de plus en plus transformé en deux sphères d'influence militaire où s'affrontent — par alliés interposés — les deux superpuissances. C'est ainsi qu'elles peuvent être tenues pour responsables à la fois de la mort par guerre et par famine dans le Tiers-Monde et de l'augmentation du risque d'une éventuelle confrontation nucléaire entre le Premier et le Second.

De l'autre côté, sur le versant domestique, cette politique de sécurité est contestée pour ses conséquences néfastes sur les plans social, économique et financier. L'augmentation — sans précédent — de la part des dépenses militaires au détriment des dépenses sociales dans le budget des États-Unis est, d'abord et avant tout, dénoncée comme étant responsable d'une pauvreté massive, qui ne cesse de croître dans le pays le plus riche du monde. Toutefois, cette redistribution à l'intérieur du budget américain en faveur du secteur militaire n'est pas seulement attaquée pour ses conséquences sociales, mais également pour ses conséquences économiques et financières : l'efficacité économique de cette réorientation des moyens d'in-

vestissement, au profit du secteur militaire, est mise en cause par des businessmen qui démontrent que les sommes enlevées à la protection sociale ne servent nullement à la relance et à l'assainissement de l'économie américaine. Au contraire, la relance pourrait être ralentie, voire même menacée, par la rareté de l'argent consécutive à l'augmentation croissante des dépenses militaires. Contesté pour des raisons financières par des managers, le coût de cette politique de sécurité l'est également pour ses conséquences négatives sur l'emploi par des syndicats. Ceux-ci dénoncent la croissance du chômage dans les industries liées au secteur militaire qui, en dépit de la croissance spectaculaire des investissements, non seulement ne créent plus d'emplois, mais en suppriment massivement<sup>19</sup>.

Contestée d'abord dans ses conséquences « techniques » — vue de la course aux armements nucléaires — la politique de sécurité américaine se trouve ainsi mise en cause dans ses orientations particulières, dont le propre est de subordonner aux fins et aux intérêts proprement militaires des fins et des intérêts civils, ceux de la société civile, en l'occurrence, américaine. Mise en cause dans ses conséquences intérieures et dans ses moyens, cette politique de sécurité se dévoile comme résultant des choix et des options spécifiques qui servent une fin et un pouvoir spécifiques : derrière cette politique essentiellement militaire, se dégage une fin et un pouvoir militaires.

En donnant priorité au renforcement de l'hégémonie militaire des États-Unis à l'extérieur, cette politique renforce le pouvoir de ses fabricants — de l'*establishment* militaire et du complexe militaro-industriel — à l'intérieur, puisqu'elle assure leur monopole, leur plein pouvoir sur des choix et des décisions dont résulte une politique de sécurité américaine qui compromet

24

la sécurité et le bien-être de la population américaine. L'opposition reconnue et posée en termes extérieurs en RFA, sous forme de rapports de dépendance entre les superpuissances et un espace transnational, apparaît ici comme un conflit intérieur ayant pour enjeu l'orientation militaire ou civile de la politique de sécurité américaine.

Ces critiques, souvent très pragmatiques, sont toujours associées à des solutions alternatives qui proposent de traiter et de résoudre les mêmes problèmes — tantôt généraux, tantôt limités, extérieurs ou intérieurs — de manière différente, plus efficace, plus rationnelle et plus responsable. Quelle que soit la diversité de leur contenu, ces contre-propositions préconisent toutes le renversement de l'ordre des priorités entre moyens militaires et civils comme condition indispensable pour parvenir à une politique de sécurité plus rationnelle et plus responsable dans ses conséquences extérieures et intérieures. Ainsi, le débat américain, mené sur les politiques de sécurité, dépasse le niveau des moyens et les frontières des États-Unis. Il dépasse les États-Unis ; ce renversement de l'ordre des priorités entre moyens civils et militaires dans la politique de sécurité américaine dégage une orientation nouvelle qui ne pouvait être exigée de l'Allemagne : celle d'une politique de sécurité américaine qui, au lieu de renforcer des

rapports de forces militaires dans le monde, chercherait à les remplacer par des rapports de forces civiles afin d'assurer la sécurité des civils et la capacité de la société civile de reconquérir la maîtrise de son avenir.

Ce débat dépasse aussi le niveau des moyens parce qu'il renvoie au problème du modèle de sécurité. Il dégage l'opposition entre deux démarches, deux façons de traiter le problème de la sécurité, lesquelles sont différentes dans leurs moyens et opposées dans leurs fins. En donnant priorité aux moyens militaires, la première orientation sert à maintenir des rapports de forces militaires dans le monde et par delà, à renforcer le pouvoir des militaires sur les choix et les disciplines dont dépend l'avenir du monde. La seconde appelle à des moyens civils pour aboutir à des rapports de forces, essentiellement civils, afin d'assurer la sécurité des sociétés civiles dans le monde et leur capacité de maîtriser leurs avens et celui du monde entier.

### *5.3 Vers un nouveau modèle de sécurité : d'une éthique à une pratique de responsabilité civile*

En aboutissant à la nécessaire « civilisation » du modèle de sécurité, en désignant cette « civilisation » des fins et des moyens comme condition indispensable à la maîtrise collective du présent et à la gestion responsable de l'avenir, le débat politique rejoint le débat éthique. Seulement, il ne s'agit plus de dire qu'il faut faire autrement ; *il faut faire autrement* : inventer un modèle, une démarche et une pratique pour prendre en charge le problème de la sécurité dans le monde contemporain de manière nouvelle, transformer les rapports de forces, les pratiques, les politiques militaires en rapports, en pratiques et en politiques civiles.

Le débat politique, qui constitue le travail de ce mouvement sur

lui-même, ses orientations, ses pratiques, son espace et sa problématique<sup>20</sup>, ne prive pas cette protestation de sa charge morale. En revanche, à travers ce travail, le refus moral et l'appel à des valeurs essentielles se transforment en une nouvelle éthique de responsabilité civile ; celle-ci n'est plus motivée par le refus et ne se tourne plus vers le passé, mais se saisit de l'avenir dans le présent, et revendique de pouvoir en assumer la responsabilité entière, ici et maintenant. Il ne s'agit plus de dire simplement NON à la course aux armements, il s'agit de pouvoir prendre en charge, dans sa totalité, le problème de la sécurité dans le monde contemporain. Le modèle et la démarche militaires<sup>21</sup> ont fait leurs « preuves » : la course aux armements, d'un côté, la famine, de l'autre, et la capacité des militaires à l'Est de reconquérir leur plein pouvoir sur le Second-Monde, ou à l'intérieur d'un système totalitaire, les préoccupations économiques ayant donné une certaine autonomie aux civils, en haut et en bas.

À travers cette éthique de responsabilité civile, s'opère la mise en relation entre trois problèmes et trois mondes, entre la course aux armements, la famine et l'absence des libertés, toutes saisies comme les conséquences du modèle militaire. D'autre part, la capacité d'inventer et d'imposer — dès maintenant — un modèle de sécurité, une démarche et des pratiques civiles, apparaît comme un impératif. Elle est le seul moyen de parvenir à la maîtrise collective du présent et d'assumer la responsabilité pour la gestion de l'avenir, pour l'ouverture de l'espace des choix dans les trois mondes.

Mais si l'enjeu concerne tout autant — et surtout — les deux autres « mondes », la responsabilité en revient entièrement à notre monde et à tous ceux qui ont le privilège d'y vivre. Car c'est le Premier de ces mondes qui détient la

capacité et la force d'initiative dans le monde d'une part, et d'autre part, nous sommes les seuls à détenir, tout un chacun, ce bien unique et absent partout ailleurs : les libertés indispensables pour agir.

À partir de cette éthique de responsabilité civile — particulièrement forte dans la protestation allemande — se dégage l'image d'un mouvement d'émancipation civile. Agissant au nom d'une nouvelle solidarité civile, transnationale et planétaire, ce mouvement aurait la responsabilité d'inventer et d'imposer — ici et maintenant — des pratiques civiles, capables de mettre en cause le modèle, la démarche militaire et par delà, d'amorcer la transformation des rapports de forces militaires en rapports civils dans le monde, en enlevant l'emprise et le pouvoir des militaires sur le monde. Du fait qu'elle revendique la responsabilité pour la « civilisation » du monde et veut prendre en charge l'émancipation des espaces civils de la tutelle ou du pouvoir des militaires dans le monde, cette protestation est au plus loin d'une conduite irrationnelle et irresponsable, d'une mobilisation qui serait portée par la peur et par l'égoïsme des intérêts spécifiques, nationaux ou continentaux. Par son éthique, cette protestation s'affirme dans sa volonté de devenir un mouvement d'émancipation civile et, par ses actions, s'efforce de traduire en pratiques cette responsabilité civile et cette solidarité transnationale.

Dans quelle mesure y parviendra-t-elle ? Cette question dépasse les cadres de cet article <sup>22</sup>. Cependant, cette tentative est présente dans la pratique de cette protestation aussi bien en RFA qu'aux États-Unis. En Allemagne, elle s'exprime dans une pratique de responsabilité civile appelée tantôt désobéissance civile, tantôt, non-violence radicale. Quelle que soit son appellation, il s'agit d'une pratique sociale qui traduit directement cette éthique de responsabilité civile

en actions radicales et non violentes. En combinant l'exemplarité et l'efficacité, cette pratique autonome serait l'unique identité d'un mouvement d'émancipation civile qui ne se définit pas par son contenu, mais par son orientation et sa démarche : l'exercice pratique d'une éthique de responsabilité civile devient ainsi la pratique de l'émancipation civile.

Loin d'une utopie non violente, cette pratique de responsabilité civile se traduit en des actions qui prennent en charge le problème du Tiers-Monde et celui des libertés de l'Est, à travers les liens tout à fait pratiques qu'a cette protestation, non seulement avec les « pacifistes » de l'Est mais aussi avec des dissidents et avec *Solidarnosc*. Si cette protestation en RFA ne peut pas traiter — au niveau des politiques — le problème de la famine et celui du totalitarisme, en revanche, elle les prend en charge au niveau éthique et dans sa pratique. C'est à travers celle-ci qu'en Allemagne, non seulement se manifeste mais se pratique une nouvelle solidarité commune à tout un espace dépendant — comprenant le Tiers-Monde et les pays de l'Est au premier chef. Les conditions sont tragiques, mais la volonté d'émancipation civile se manifeste de plus en plus à l'Est et dans le Tiers-Monde dans une pratique de désobéissance civile et de non violence radicale, rappelant celle des militants allemands qui considèrent leur pratique de désobéissance civile comme étant un mouvement d'émancipation civile mené pour les libertés syndicales et pour gagner la paix.

Aux États-Unis, cette éthique de responsabilité civile se traduit en une pratique analogue — moins dramatique — qui prend en charge, sur la base de cette même éthique, la responsabilité des États-Unis comme producteur de ce modèle et comme responsable de sa transformation et de sa « civilisation ».

Autrement dit, en RFA, cette éthique se traduit en une pratique protestataire, tandis qu'aux États-Unis, elle conduit à une alternative civile. En RFA, on doit « gagner la paix », aux États-Unis, on doit devenir *peacemaker* au niveau planétaire.

Cette alternative civile associe donc le remplacement des moyens militaires par des moyens civils — politiques, culturels et économiques — tant en direction de l'URSS qu'en direction du Tiers-Monde. La désescalade nucléaire — jusqu'à une dissuasion stratégique et minimale — serait ainsi associée à une politique non interventionniste dans le Tiers-Monde d'un côté, et de l'autre, cette politique militaire serait remplacée par une politique d'aide économique et culturelle à l'égard du Tiers-Monde et du renforcement des échanges économiques et culturels avec le Second. Ainsi, la menace que représente une URSS totalitaire et expansionniste se trouvera diminuée de l'extérieur et de l'intérieur.

D'abord l'émancipation du Tiers-Monde aura pour conséquence l'ouverture de cet espace clos que devient le monde du fait d'une politique de sécurité qui ne fait place qu'aux superpuissances et à leurs sphères d'influence. La capacité de développement auto-centré du Tiers-Monde — pour lequel les États-Unis doivent lui assurer des moyens — devient ainsi le pivot d'une alternative civile qui, en augmentant l'autonomie de cet espace, réduirait les sources de tension et de conflits dans le monde et l'emprise militaire des superpuissances sur le monde.

Ensuite, une telle démilitarisation, d'un côté — et surtout la désescalade nucléaire unilatérale jusqu'au niveau purement défensif — et le renforcement des rapports économiques et culturels avec le bloc soviétique, de l'autre, auront pour conséquence l'affaiblissement du pouvoir militaire à l'intérieur même de ce bloc. Leur plein pou-



voir serait limité, en haut, par le « lobby » économiste, dont le pouvoir pourrait augmenter au détriment de celui des militaires dans la direction soviétique elle-même ; il serait limité, sur la périphérie, par des pays de l'Est dont l'intégration dans l'économie occidentale augmenterait leur espace d'autonomie ; et, enfin, en bas, où une réorientation économique de la politique soviétique conduirait inéluctablement à une autonomisation de la sphère économique et, par delà, à l'émergence limitée et non formalisée d'un espace « civil ».

Cette éthique de responsabilité civile produira-t-elle un mouvement d'émancipation civile capable de transformer des rapports de forces militaires dans le monde en prenant ainsi en charge la paix, les libertés et la famine ? La réponse n'est pas évidente, mais son enjeu, et notre responsabilité de le prendre en charge, interpelle aujourd'hui la protestation, non seulement des gouvernements, mais, avant tout, celle de chaque individu dans le monde occidental.

Zsuzsa Hegedus  
Centre d'analyse et d'intervention  
sociologiques  
École des Hautes Études en  
Sciences Sociales  
Paris.

## NOTES

<sup>1</sup> L'article utilise des résultats d'une recherche menée par l'auteur en RFA et aux

États-Unis au sujet de la nature, des orientations et des dynamiques du Mouvement pour la paix. L'analyse des résultats, en particulier celle d'une centaine d'entretiens réalisés avec des militants appartenant aux divers courants du mouvement dans les deux pays, fait l'objet d'un livre sous rédaction.

<sup>2</sup> La double décision de l'OTAN, concernant le déploiement des fusées de moyenne portée en Europe, date de 1979 — quand elle ne provoque aucune réaction massive — et l'installation effective des fusées n'est prévue que pour la fin 1983.

<sup>3</sup> La première comparaison a largement prévalu dans la presse en 1981-1982 quand la très évidente non-importance des partis communistes dans la protestation actuelle a fait prévaloir la seconde.

<sup>4</sup> Voir, entre autres : André Glucksman, *La Force du vertige*, Grasset, 1983 — André Gorz, « La non-réponse allemande à la crise polonaise », interview dans le *Spiegel*, N.Y., 1982 — A. Heller, F. Fekeer, « Les antinomies du pacifisme », *Esprit*, n° 2, 1983 — Pierre Hassner, « De l'équilibre de la terreur à la terreur de l'équilibre », *Esprit*, n° 7, 1983 — Sigrid Meuschel, « Le Néo-nationalisme allemand et les pacifistes », *Esprit*, n° 7, 1983. Par ailleurs cette position sous-tend la plupart des articles du Special Section de *Telos*, Printemps 1982, comme le remarque fort justement Seyla Benhabib dans ce même numéro : « The West German Peace Movements and its critics ».

<sup>5</sup> On trouve ces interprétations dans l'ouvrage collectif de l'IFRI, *Pacifisme et dissuasion*, 1983 et dans certains articles de l'ouvrage collectif : *Europäisierung Europas, Zwischen Französischen Nuclearnationalismus und Deutschen Nuclearpacifismus*, Verlag Europäische Perspektiven, Berlin, 1984.

<sup>6</sup> Le débat français sera traité dans le dernier chapitre du livre en préparation, précité à la note 1.

<sup>7</sup> La protestation a tellement surpris des analystes, qu'au début, ils parlaient de « hollanditis » comme s'il s'agissait d'une épidémie ayant son origine dans ce petit pays « bizarre ». Voir Pamela Pacelli et David Doolittle, « The cry for peace », *New Age*, n° 85, juin 1982.

<sup>8</sup> Il faut rappeler ici le rôle nouveau et de la plus haute importance des médecins *Physicians for Social Responsibility* ainsi que celui de Randall Forsberg dans le lancement de la campagne pour le *freeze*.

<sup>9</sup> En RFA, les sondages montrent que plus de 60 % de la population est hostile au déploiement des *Pershing II*. Aux États-Unis, les référendums organisés sur le *freeze* dans de nombreux états, au moment des *mid-term elections*, ont montré que 50 % de la population est favorable au gel des arsenaux nucléaires. Et le

référendum organisé par le mouvement en RFA à l'occasion des élections européennes a eu pour résultat plus de 60 % de participation (parmi les électeurs qui ont voté) dont plus de 80 % défavorables à l'installation des *Pershing II*.

<sup>10</sup> Le terme est utilisé ici dans le sens que lui donne Serge Moscovici, *Social influence and social change*, Academic Press, London 1976, traduction française dans *Psychologie des minorités actives*, PUF, 1978.

<sup>11</sup> Le rôle respectif de ces composantes varient selon les pays, mais l'on trouve ces mêmes composantes partout à l'origine de la protestation dont l'initiative relève des groupes qui ne se définissent pas par une appartenance politique mais, au contraire, par des appartenances professionnelles, religieuses ou morales, culturelles ou sociales.

<sup>12</sup> « Peace in search of makers », tel était le titre du colloque organisé par le Riverside Church à New York le 4-5 décembre 1978 au sujet du renversement de la course aux armements. *Peace in search of makers*, Riverside Church reverses the arms race convocation, Jane Rockman, editor, 1979.

<sup>13</sup> Tous les militants définissent le mouvement comme un *learning process*.

<sup>14</sup> Il s'agit du « fameux » MX.

<sup>15</sup> Abattu en août 1983 par les Soviétiques, sans sommation préalable.

<sup>16</sup> Robert S. McNamara : « What the US can do ? » *Newsweek*, 5.12.1983.

<sup>17</sup> Robert S. McNamara : « The military role of nuclear weapons : perceptions and misperceptions », *Foreign Affairs*, automne 1983.

<sup>18</sup> À cet égard, il faut rappeler que le coup d'envoi de la vague de protestation en RFA n'était pas la double résolution de l'OTAN, en 1979, mais le discours du président Reagan, en août 1981, dans lequel il affirmait sa volonté de livrer une guerre nucléaire limitée à l'Europe en cas de menace soviétique.

<sup>19</sup> À la lumière de ces critiques, émanant à la fois des syndicats et des *business executives*, le mythe des investissements militaires, en tant que source de relance économique et de création d'emploi, est en train de disparaître aux États-Unis.

<sup>20</sup> Le mouvement n'est rien d'autre que ce travail même, disent les militants américains qui décrivent celui-ci comme un *learning process* ; non pas par peur, mais par responsabilité à l'égard du monde présent et de celui de demain.

<sup>21</sup> En fait, l'opposition militaire-civile renvoie à celle de *military oriented way versus civil oriented way*.

<sup>22</sup> Elle est l'objet d'un livre en cours de rédaction.